



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 20 septembre 2001

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Commerce de gros, juillet 2001** 3
En juillet, les grossistes ont connu une baisse de 0,4 % de leurs ventes, qui s'est accompagnée d'une diminution équivalente de leurs stocks.
- **Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, deuxième trimestre de 2001** 6
La productivité du travail s'est accrue de 0,4 % au cours du deuxième trimestre par rapport au premier trimestre, alors que les entreprises ont réduit les heures de travail afin de s'ajuster au ralentissement de la croissance économique.

(suite à la page 2)



L'Observateur économique canadien

Septembre 2001

Le numéro de septembre de la publication vedette de Statistique Canada portant sur les statistiques économiques, *L'Observateur économique canadien*, analyse les conditions économiques actuelles, comprend un sommaire des principaux événements économiques d'août et présente une étude spéciale sur le temps perdu en raison de conflits de travail. Un aperçu statistique séparé fournit également une gamme étendue de tableaux et de graphiques contenant les principaux indicateurs économiques du Canada, des provinces et des grands pays industrialisés.

Le numéro de septembre 2001 de *L'Observateur économique canadien*, vol. 14, n° 9 (11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$) est maintenant en vente. Vous pouvez visiter la page de *L'Observateur économique canadien* dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisir *Conjoncture économique*, et sur cette page, vous trouverez la publicité de *L'Observateur économique canadien*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (oc@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture.



AUTRES COMMUNIQUÉS

Assurance-emploi, juillet 2001	10
Emploi dans le secteur public, deuxième trimestre de 2001	11
Stocks de viande de volaille congelée, 1er septembre 2001	12
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 15 septembre 2001	12

NOUVEAUX PRODUITS

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Commerce de gros

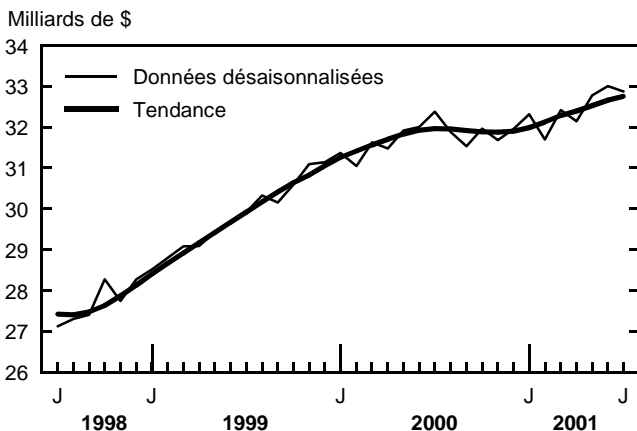
Juillet 2001 (données provisoires)

En juillet, les grossistes ont connu une baisse de 0,4 % de leurs ventes, qui s'est accompagnée d'une diminution équivalente de leurs stocks. Cette baisse des ventes faisait suite à deux augmentations mensuelles consécutives. Les ventes en gros sont ainsi passées à 32,9 milliards de dollars en juillet. En dépit de cette baisse, les ventes en gros ont généralement été à la hausse en 2001, après s'être stabilisées au cours de la deuxième moitié de 2000. Avant de ralentir l'an dernier, les ventes avaient progressé depuis le milieu de 1998.

Les baisses les plus marquées en dollars ont touché le secteur de l'automobile (-4,3 %) et celui des machines industrielles (-1,6 %). Des baisses notables ont aussi été enregistrées pour les articles ménagers (-3,8 %), les machines agricoles (-1,8 %) et le bois et les matériaux de construction (-0,6 %).

La baisse a été compensée en partie par des augmentations dans la catégorie des produits divers (+3,1 %) et dans le secteur des produits alimentaires (+1,5 %). La catégorie des produits divers comprend le bétail, les produits chimiques agricoles, industriels et ménagers et les autres produits forestiers. Les grossistes de vêtements et d'articles de mercerie (+4,1 %), ainsi que ceux de métaux et d'articles de quincaillerie (+1,4 %) ont aussi contribué à contrer la baisse.

Les ventes en gros reculent légèrement en juillet



Par ailleurs, après cinq mois de diminutions, les ventes en gros d'ordinateurs et d'autres équipements

électroniques ont connu une augmentation notable de 0,7 %.

Les secteurs de l'automobile et des machines industrielles connaissent un recul

Les ventes des grossistes de véhicules automobiles, de pièces et d'accessoires ont chuté de 4,3 % en juillet. Outre les baisses des ventes en gros enregistrées en juillet, le secteur de l'automobile en général a connu des fermetures d'usines et des changements de modèles. Les livraisons des fabricants de véhicules automobiles ont reculé de 0,8 %. De plus, on a enregistré une baisse des exportations et des importations. Les ventes en gros dans ce secteur ont généralement augmenté cette année, malgré la baisse enregistrée en juillet et l'instabilité qui a caractérisé ce secteur en 2001. Cela faisait suite à une tendance à la baisse des ventes qui avait été observée de mai à décembre 2000.

En juillet, on a aussi assisté à une diminution de 1,6 % des ventes en gros de machines et de matériel industriel. Il s'agissait du deuxième recul mensuel consécutif, de sorte que la baisse cumulative pour juin et juillet a totalisé 4,0 %. Le niveau des ventes en gros de ce secteur est donc revenu à ce qu'il était à la fin de 2000. Après avoir généralement augmenté depuis le milieu de 1998, les ventes en gros ont été stables au cours de la deuxième moitié de 2000. La nouvelle année a marqué une brève reprise des ventes. Toutefois, vers la fin de l'hiver 2001, les ventes ont recommencé à se stabiliser.

Les grossistes d'aliments continuent de voir leurs ventes augmenter

Les grossistes de produits alimentaires ont enregistré la quatrième augmentation mensuelle consécutive de leurs ventes en juillet (+1,5 %). Comme ils évoluent dans un secteur où les clients continueront toujours d'acheter, ce qui les rend moins vulnérables aux ralentissements qui peuvent toucher tous les autres secteurs, les grossistes de produits alimentaires ont en général connu des augmentations de leurs ventes au cours des dernières années.

Les grossistes d'ordinateurs et de produits électroniques profitent enfin d'une reprise en juillet

Après cinq mois de ventes à la baisse, les grossistes d'ordinateurs et d'équipements électroniques, profitant de marchés relativement robustes pour les serveurs et les services informatiques, ont enregistré une hausse de 0,7 % de leurs ventes en juillet. Cependant, le

marché des ordinateurs de bureau a été et continue d'être faible. Le secteur du commerce en gros des équipements électroniques a été relativement en chute libre en 2001, après avoir connu des ventes généralement à la hausse en 2000.

Répartition des augmentations entre les provinces: deux dans l'Est et deux dans l'Ouest

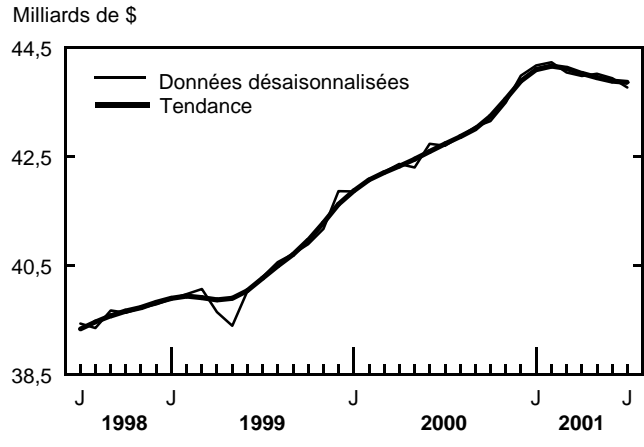
Seulement quatre provinces ont affiché des augmentations en juillet: la Nouvelle-Écosse (+3,9 %) et Terre-Neuve (+1,4 %) dans l'Est, et la Saskatchewan (+4,4 %) ainsi que l'Alberta (+1,3 %) dans l'Ouest. L'augmentation des ventes provient de plusieurs des groupes de commerce de gros de ces provinces.

Par suite de la faiblesse des ventes dans nombre de ses grands secteurs du commerce de gros, l'Ontario est la province où les baisses ont été les plus marquées en juillet (-1,2 %). En dépit du recul de juillet, les ventes en gros en Ontario sont généralement en hausse depuis la fin de 2000, à la suite d'une période de baisses qui avait commencé à l'été de la même année. Auparavant, les ventes avaient été en hausse depuis le milieu de 1998.

Baisse du niveau des stocks

En juillet, les stocks des grossistes ont fléchi de 0,4 % pour se chiffrer à 43,8 milliards de dollars. Les grossistes de machines et de matériel industriel ont contribué principalement à ce recul (-1,5 %). Les stocks détenus par ce secteur représentent 25 % du total des stocks en gros. Les grossistes d'ordinateurs et d'équipements électroniques ont aussi enregistré une baisse de 7,2 % de leurs stocks.

Les grossistes diminuent leurs stocks en juillet



En 2001, les niveaux des stocks en gros sont restés à peu près inchangés. Auparavant, ils avaient été en hausse pendant plusieurs années.

Le ratio des stocks aux ventes est demeuré inchangé par rapport à juin, s'établissant à 1,33. Ce ratio a été généralement à la baisse en 2001, après avoir augmenté dans la dernière moitié de 2000.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 810001 et 810002.

Le numéro de juillet 2001 de *Commerce de gros* (63-008-XIB, 14 \$ / 140 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Les estimations du commerce de gros du mois d'août seront diffusées le 19 octobre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section des services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (grossistesinfo@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Alexander Hays au (613) 951-3552 (haysale@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

□

Ventes et stocks des grossistes

	Juillet 2000	Avril 2001 ^r	Mai 2001 ^r	Juin 2001 ^r	Juillet 2001 ^p	Juin à juillet 2001	Juillet 2000 à juillet 2001
données désaisonnalisées							
	millions de \$					var. en %	
Ventes, ensemble des groupes de commerce	32 376	32 142	32 774	33 001	32 869	-0,4	1,5
Produits alimentaires	5 020	5 229	5 313	5 341	5 420	1,5	8,0
Boissons, médicaments et tabac	2 064	2 227	2 227	2 267	2 261	-0,3	9,6
Vêtements et articles de mercerie	541	561	574	583	607	4,1	12,1
Articles ménagers	843	893	899	911	876	-3,8	4,0
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	6 191	5 819	6 053	6 402	6 124	-4,3	-1,1
Métaux, articles de quincaillerie, matériel et fournitures de plomberie et de chauffage	2 047	2 001	2 023	2 000	2 028	1,4	-0,9
Bois et matériaux de construction	2 351	2 311	2 440	2 447	2 433	-0,6	3,5
Machines, matériel et fournitures agricoles	618	612	664	690	678	-1,8	9,7
Machines, matériel et fournitures industriels et autres	5 025	5 066	5 137	5 014	4 931	-1,6	-1,9
Ordinateurs, logiciels et autres équipements électroniques	3 004	2 859	2 753	2 639	2 658	0,7	-11,5
Produits divers	4 671	4 565	4 691	4 706	4 851	3,1	3,8
Ventes par province et territoire							
Terre-Neuve	224	213	213	213	215	1,4	-3,9
Île-du-Prince-Édouard	54	52	65	60	60	-0,4	11,2
Nouvelle-Écosse	581	565	569	576	598	3,9	3,0
Nouveau-Brunswick	413	386	427	421	418	-0,8	1,3
Québec	6 702	6 585	6 649	6 658	6 629	-0,4	-1,1
Ontario	16 117	15 943	16 171	16 331	16 134	-1,2	0,1
Manitoba	880	889	955	955	951	-0,4	8,2
Saskatchewan	908	1 061	1 207	1 171	1 222	4,4	34,7
Alberta	3 231	3 235	3 276	3 373	3 418	1,3	5,8
Colombie-Britannique	3 241	3 186	3 214	3 215	3 193	-0,7	-1,5
Yukon	11	10	11	10	10	0,0	-0,4
Territoires du Nord-Ouest	14	17	15	16	16	1,7	16,1
Nunavut	2	2	3	2	2	20,0	-10,7
Stocks, ensemble des groupes de commerce	42 694	43 973	44 011	43 928	43 761	-0,4	2,5
Produits alimentaires	2 882	3 164	3 150	3 228	3 250	0,7	12,8
Boissons, médicaments et tabac	2 522	2 758	2 794	2 800	2 812	0,4	11,5
Vêtements et articles de mercerie	1 050	1 173	1 185	1 182	1 242	5,1	18,3
Articles ménagers	1 552	1 663	1 694	1 645	1 615	-1,9	4,1
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	6 699	6 493	6 460	6 525	6 535	0,1	-2,5
Métaux, articles de quincaillerie, matériel et fournitures de plomberie et de chauffage	3 957	3 819	3 763	3 728	3 687	-1,1	-6,8
Bois et matériaux de construction	3 981	4 031	4 056	4 119	4 127	0,2	3,7
Machines, matériel et fournitures agricoles	1 930	1 884	1 877	1 851	1 882	1,6	-2,5
Machines, matériel et fournitures industriels et autres	10 515	11 094	11 130	11 008	10 841	-1,5	3,1
Ordinateurs, logiciels et autres équipements électroniques	2 270	2 186	2 147	2 008	1 864	-7,2	-17,9
Produits divers	5 336	5 706	5 754	5 835	5 908	1,3	10,7

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

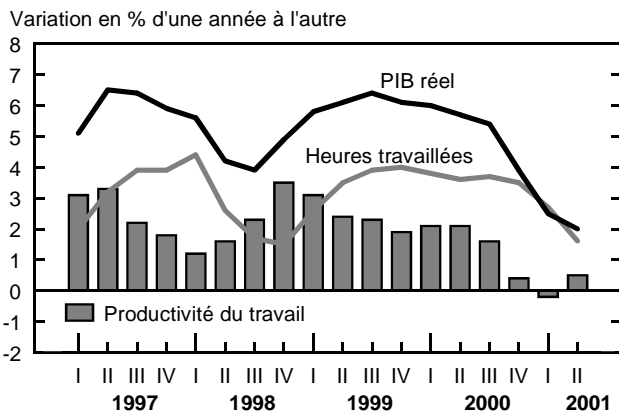
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Deuxième trimestre de 2001

Après avoir diminué légèrement au premier trimestre (-0,1 %) et au quatrième trimestre de 2000 (-0,6 %), la productivité du travail du secteur des entreprises s'est accrue de 0,4 % au deuxième trimestre de 2001 par rapport au premier trimestre. Ce redressement de la productivité au deuxième trimestre survient dans un contexte de ralentissement de la croissance de la production, marqué par une baisse des exportations et une demande plus faible pour les biens de consommation et la construction résidentielle.

La croissance trimestrielle du total des heures travaillées a reculé d'un point de pourcentage, passant d'un taux de croissance trimestriel d'environ 0,6 % au cours des quatre trimestres précédents à -0,4 % au deuxième trimestre. Cette baisse des heures travaillées, qui ont reculé pour la première fois depuis le premier trimestre de 1995, provient d'un fléchissement plus important des heures travaillées par emploi et d'un taux de croissance plus faible du nombre d'emplois.

L'augmentation de la productivité au deuxième trimestre provient du déclin plus prononcé des heures travaillées que de la production



L'amélioration de la productivité survient en dépit de la faiblesse de l'activité économique

La persistance du ralentissement économique a entraîné une baisse du taux de croissance d'une année à l'autre (la croissance en rapport au même trimestre de l'année précédente) de la production réelle, qui est passée de 6,0 % au premier trimestre de 2000 à 2,0 %

Note aux lecteurs

Dans le présent communiqué, l'utilisation du terme «productivité» fait référence à la mesure de la productivité du travail. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées.

Les séries sur la productivité depuis 1997 ne sont pas totalement comparables aux séries d'avant 1997 en raison du changement du traitement des dépenses de logiciels des entreprises et des administrations publiques. À cet effet, les données repères sur la valeur ajoutée par industrie des tableaux des entrées-sorties seront ajustées pour refléter ce changement sur l'ensemble de la série avec la publication des données du prochain trimestre. Pour plus de détails, consultez le communiqué paru dans Le Quotidien du 25 juin. Une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité du travail est également disponible sur demande. Pour en obtenir une copie, envoyez un courrier électronique à productivite.mesures@statcan.ca.

La **productivité du travail** représente le rapport de la production au facteur «main-d'oeuvre» (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont basées sur les indices en chaîne de type Fisher du produit intérieur brut (PIB), ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et traitements et le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés, ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmente lorsque la rémunération horaire s'accroît plus rapidement que la productivité du travail.

au deuxième trimestre de 2001. Jusqu'au deuxième trimestre de 2001, les entreprises n'ont pas autant ajusté à la baisse le rythme de croissance de leurs effectifs que celui de la production. Ce phénomène a changé au deuxième trimestre. Pendant que la croissance d'une année à l'autre de la production diminuait pour passer de 2,5 % au premier trimestre à 2,0 % au deuxième trimestre, la croissance du total des heures travaillées a fléchi beaucoup plus, passant de 2,7 % à 1,6 %. Ainsi, la productivité s'est accrue au rythme annuel de 0,5 % au deuxième trimestre.

En dépit de ce regain de la croissance de la productivité au cours du deuxième trimestre, le taux de croissance d'une année à l'autre de cet indicateur était plus faible en 2001 (+0,5 %) qu'au même trimestre

de 2000 (+2,1 %). Sur une base annuelle, la croissance de la productivité est à la baisse depuis la fin de 1998, période où elle atteignait un sommet de 3,5 %.

Stabilité des coûts de main-d'oeuvre

Au deuxième trimestre, la croissance trimestrielle de 0,9 % de la rémunération horaire des travailleurs est demeurée identique à celle du premier trimestre. Toutefois, ce taux était supérieur à ceux observés aux troisième et quatrième trimestres de 2000. D'une année à l'autre, la croissance de la rémunération horaire a augmenté à un rythme de 2,7 % au cours du deuxième trimestre comparativement à 2,0 % au premier trimestre.

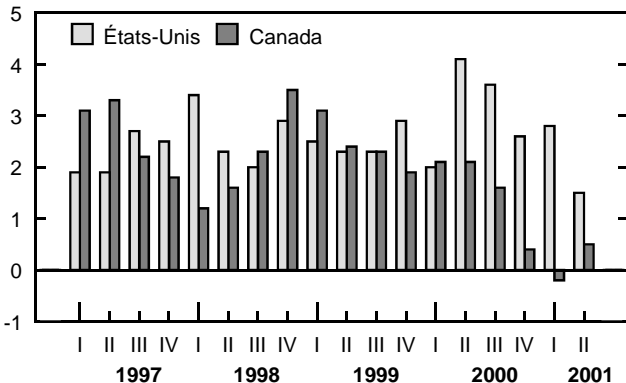
Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmente lorsque la rémunération horaire s'accroît plus rapidement que la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre s'est accru un peu moins au deuxième trimestre (+0,7 %) qu'au premier trimestre (+1,1 %). Sur une base annuelle, la croissance du coût unitaire de main-d'oeuvre est demeurée relativement constante en affichant une hausse de 2,3 % au deuxième trimestre par rapport à 2,1 % au premier trimestre.

Des révisions récentes aux États-Unis entraînent une réduction des écarts de croissance de productivité

L'écart de croissance de la productivité du travail depuis 1997 est toujours en faveur des États-Unis, mais il a considérablement rétréci à la suite des révisions récentes des données américaines remontant à 1996.

Productivité du travail du secteur des entreprises

Variation en % d'une année à l'autre



Les révisions des données américaines qui ont touché à la fois la production et la main-d'oeuvre ont eu

pour effet de diminuer la croissance de la productivité du travail des entreprises américaines à partir de 1999. La croissance de la productivité en 1999 est passée de 2,8 % avant révision à 2,5 % après révision, ce qui est presque identique à la croissance de 2,4 % observée au Canada durant la même année. Pour l'ensemble de 2000, la croissance de la productivité américaine a été révisée substantiellement à la baisse, passant de 4,2 % à 3,1 %. Ce taux révisé demeure toutefois supérieur à celui du Canada, qui s'est chiffré à 1,6 % au cours de la même période. De 1997 à 2000, l'écart de la croissance annuelle de la productivité entre les deux pays a rétréci, passant de 1,3 % à 0,8 %.

Il est important de noter que le rythme de croissance de la production réelle au Canada au cours de cette période a été généralement plus fort qu'aux États-Unis. Par ailleurs, la main-d'oeuvre s'est également accrue plus rapidement dans les entreprises canadiennes que chez leurs concurrentes américaines durant les mêmes années. L'effet net a entraîné une croissance plus faible de la productivité du travail au Canada.

Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises

	États-Unis (avant révision)	États-Unis (après révision)	Canada
	var. en %		
1997 à 2000	3,3	2,8	2,0
1997	2,3	2,3	2,6
1998	2,7	2,7	2,2
1999	2,8	2,5	2,4
2000	4,2	3,1	1,6

Source: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics dans NEWS, Productivity and costs - Second quarter 2001, publié le 5 septembre 2001.

En 2001, la croissance de la productivité au Canada a été sensiblement la même que celle aux États-Unis

En raison du ralentissement économique en 2001, la croissance trimestrielle de la productivité du travail a été presque identique au Canada et aux États-Unis. Le taux de croissance d'un trimestre à l'autre s'est chiffré à -0,1 % au Canada et à 0,0 % aux États-Unis au premier trimestre et à 0,4 % au Canada et à 0,6 % aux États-Unis au deuxième trimestre.

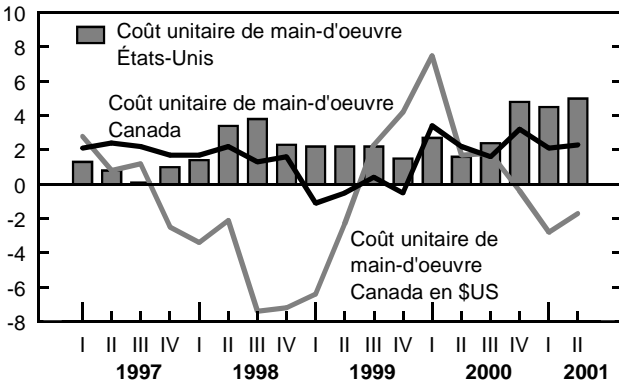
Par rapport à leurs homologues américaines, les entreprises canadiennes continuent de faire mieux au chapitre des coûts de main-d'oeuvre

Dans le secteur des entreprises, le rythme de croissance du coût unitaire de la main-d'oeuvre au Canada au deuxième trimestre a été beaucoup plus lent qu'aux États-Unis. D'une année à l'autre,

le coût unitaire de main-d'oeuvre au Canada s'est accru de seulement 2,3 % au deuxième trimestre, comparativement à 5,0 % aux États-Unis.

La croissance du coût unitaire de main-d'oeuvre dans les entreprises est demeurée stable au Canada

Variation en % d'une année à l'autre



Depuis le troisième trimestre de 2000, le coût unitaire de main-d'oeuvre a augmenté beaucoup

plus lentement au Canada qu'aux États-Unis. Cette meilleure performance en ce qui a trait aux coûts dans les entreprises canadiennes découle principalement de la croissance beaucoup plus faible de la rémunération horaire au Canada qu'aux États-Unis. Au cours du deuxième trimestre, la rémunération n'a progressé que de 2,7 % au Canada, comparativement à 6,6 % aux États-Unis.

Lorsque les coûts unitaires de main-d'oeuvre sont exprimés dans une monnaie commune (en dollars américains), l'écart entre les deux pays en ce qui concerne la croissance des coûts dans le secteur des entreprises continue de s'élargir en faveur du Canada. Sur une base annuelle, le coût unitaire a reculé de 1,7 % au Canada au deuxième trimestre, pendant qu'il progressait de 5,0 % aux États-Unis.

Données stockées dans CANSIM: tableau 3830008.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean-Pierre Maynard au (613) 951-3654 (maynard@statcan.ca) ou avec John Baldwin au (613) 951-8588 (baldjoh@statcan.ca), Division de l'analyse microéconomique. Télécopieur: (613) 951-5403.

Secteur des entreprises: productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis

	Deuxième trimestre de 1999	Troisième trimestre de 1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Premier trimestre de 2001	Deuxième trimestre de 2001
var. en % par rapport au même trimestre de l'année précédente, données désaisonnalisées									
Canada									
Productivité du travail	2,4	2,3	1,9	2,1	2,1	1,6	0,4	-0,2	0,5
Produit intérieur brut réel	6,1	6,4	6,1	6,0	5,7	5,4	3,9	2,5	2,0
Heures travaillées	3,5	3,9	4,0	3,8	3,6	3,7	3,5	2,7	1,6
Rémunération horaire	1,8	2,8	1,4	5,6	4,3	3,3	3,6	2,0	2,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,5	0,4	-0,5	3,4	2,2	1,6	3,2	2,1	2,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-2,3	2,3	4,2	7,5	1,7	1,8	-0,4	-2,8	-1,7
États-Unis									
Productivité du travail	2,3	2,3	2,9	2,0	4,1	3,6	2,6	2,8	1,5
Produit intérieur brut réel	4,4	4,6	5,0	4,7	5,9	4,9	3,0	2,7	0,9
Heures travaillées	2,1	2,1	2,0	2,6	1,7	1,3	0,3	-0,1	-0,6
Rémunération horaire	4,5	4,6	4,4	4,7	5,8	6,1	7,5	7,4	6,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,2	2,2	1,5	2,7	1,6	2,4	4,8	4,5	5,0

Source: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics, NEWS Productivity and costs - Second quarter 2001 publié le 5 septembre 2001.

Secteur des entreprises: productivité du travail et variables connexes pour le Canada

Année	Trimestre	Productivité du travail	Produit intérieur brut réel	Heures travaillées	Heures moyennes	Tous les emplois	Rémunération horaire	Coût unitaire de main-d'oeuvre
var. en % d'une année à l'autre								
1997		2,6	6,0	3,3	0,1	3,2	4,8	2,1
1998		2,2	4,7	2,5	-0,6	3,1	3,8	1,7
1999		2,4	6,1	3,5	0,2	3,3	2,1	-0,4
2000		1,6	5,2	3,7	0,9	2,8	4,1	2,6
var. en % d'un trimestre à l'autre, données désaisonnalisées								
1998	Premier	0,7	1,1	0,5	-0,4	0,9	1,6	0,9
	Deuxième	0,4	0,4	0,0	-0,5	0,5	1,6	1,1
	Troisième	1,3	1,4	0,2	-0,2	0,5	0,3	-0,9
	Quatrième	1,1	1,9	0,8	-0,1	0,8	1,6	0,5
1999	Premier	0,3	2,0	1,6	0,3	1,3	-1,5	-1,8
	Deuxième	-0,3	0,6	0,9	0,3	0,7	1,4	1,7
	Troisième	1,3	1,7	0,6	0,0	0,5	1,2	0,0
	Quatrième	0,7	1,6	0,8	-0,2	1,1	0,3	-0,4
2000	Premier	0,5	1,9	1,5	0,6	0,8	2,5	2,1
	Deuxième	-0,3	0,4	0,6	0,3	0,3	0,2	0,5
	Troisième	0,8	1,4	0,6	0,3	0,4	0,3	-0,6
	Quatrième	-0,6	0,2	0,7	-0,2	0,9	0,6	1,2
2001	Premier	-0,1	0,5	0,6	-0,2	0,9	0,9	1,1
	Deuxième	0,4	-0,1	-0,4	-0,6	0,1	0,9	0,7
var. en % par rapport au même trimestre de l'année précédente, données désaisonnalisées								
1998	Premier	1,2	5,6	4,4	0,4	4,0	2,9	1,7
	Deuxième	1,6	4,2	2,6	-0,7	3,3	3,9	2,2
	Troisième	2,3	3,9	1,7	-0,8	2,6	3,6	1,3
	Quatrième	3,5	4,9	1,5	-1,2	2,7	5,2	1,6
1999	Premier	3,1	5,8	2,6	-0,5	3,1	2,0	-1,1
	Deuxième	2,4	6,1	3,5	0,3	3,3	1,8	-0,5
	Troisième	2,3	6,4	3,9	0,5	3,3	2,8	0,4
	Quatrième	1,9	6,1	4,0	0,4	3,7	1,4	-0,5
2000	Premier	2,1	6,0	3,8	0,7	3,1	5,6	3,4
	Deuxième	2,1	5,7	3,6	0,7	2,7	4,3	2,2
	Troisième	1,6	5,4	3,7	1,0	2,6	3,3	1,6
	Quatrième	0,4	3,9	3,5	1,0	2,4	3,6	3,2
2001	Premier	-0,2	2,5	2,7	0,2	2,5	2,0	2,1
	Deuxième	0,5	2,0	1,6	-0,7	2,3	2,7	2,3

AUTRES COMMUNIQUÉS

Assurance-emploi

Juillet 2001 (données provisoires)

Le nombre de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a augmenté de 7,4 % en juillet comparativement à juin pour atteindre 542 520 (donnée désaisonnalisée). À l'échelon national, il s'agit de la plus forte de trois augmentations mensuelles consécutives. Une part de l'augmentation de juillet pourrait être due au fait que la semaine de référence est un peu plus tard que d'habitude.

Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Juillet 2001 ^P	Juin à juillet 2001	Juillet 2000 à juillet 2001
données désaisonnalisées			
		var. en %	
Canada	542 520	7,4	18,8
Terre-Neuve	34 530	5,3	0,8
Île-du-Prince-Édouard	8 070	18,2	-3,4
Nouvelle-Écosse	30 550	9,2	10,1
Nouveau-Brunswick	40 160	9,2	19,9
Québec	193 280	10,0	22,9
Ontario	126 880	5,5	36,4
Manitoba	15 250	15,8	25,4
Saskatchewan	11 920	13,4	16,7
Alberta	24 630	8,3	-4,0
Colombie-Britannique	60 620	4,2	16,7
Yukon	830	-5,7	-5,7
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	960	2,1	-22,0
données non désaisonnalisées			
Territoires du Nord-Ouest	500	-5,7	-18,0
Nunavut	370	5,7	-24,5

^P Données provisoires.

À l'exception du Yukon, toutes les provinces et territoires ont enregistré des augmentations mensuelles. L'Île-du-Prince-Édouard (+18,2 %), le Manitoba (+15,8 %), la Saskatchewan (+13,4 %) et le Québec (+10,0 %) ont enregistré les plus fortes augmentations en pourcentage.

Comparativement à juin, les prestations ordinaires versées ont augmenté de 4,0 % pour atteindre 686,6 millions de dollars et le nombre de demandes initiales et renouvelées reçues, de 4,6 % pour se situer à 244 380.

Statistiques sur l'assurance-emploi

	Juillet 2000	Juin 2001	Juillet 2001	Juin à juillet 2001	Juillet 2000 à juillet 2001
données désaisonnalisées					
				var. en %	
Bénéficiaires ordinaires	456 780	505 180 ^P	542 520 ^P	7,4	18,8
Montant versé de prestations ordinaires (en millions de \$)	612,6	660,2	686,6	4,0	12,1
Demandes reçues (en milliers)	219,3	233,7	244,4	4,6	11,4
données non désaisonnalisées					
				var. en %	
Ensemble des bénéficiaires (en milliers)	549,5	581,5 ^P	680,1 ^P	17,0	23,8
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	400,3	400,2 ^P	493,1 ^P	23,2	23,2
Demandes reçues (en milliers)	270,1	174,5	314,7	80,3	16,5
Montant versé (en millions de \$)	809,3	782,0	1 036,4	32,5	28,1
données cumulatives (Janvier à juillet)					
					2000 à 2001
				var. en %	
Demandes reçues (en milliers)			1 427,5	1 619,5	13,5
Montant versé (en millions de \$)			7 160,5	7 624,0	6,5

^P Données provisoires.

Note: L'ensemble des bénéficiaires inclut tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (par exemple, en raison d'un licenciement) ou des prestations spéciales (par exemple, pour cause de maladie).

Nota: Les estimations du programme des statistiques de l'assurance-emploi sont produites à partir de données administratives et peuvent de temps à autre subir l'impact de changements apportés à la *Loi sur l'assurance-emploi*. Par exemple, en mai 2001, la *Loi sur l'assurance-emploi* a été modifiée afin d'éliminer la règle de l'intensité, de remanier la modalité de remboursement des prestations, d'apporter de nouvelles règles concernant les parents qui réintègrent le marché du travail et pour harmoniser les règles

concernant les pêcheurs à leur compte avec les changements apportés aux règles des prestations de maternité et des prestations parentales. Ces modifications ont pu avoir un effet sur le niveau des prestations versées en juin. Cependant, les paiements rétroactifs versés en juin découlant de ces modifications ont été enlevés.

Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui reçoivent des prestations d'assurance-emploi durant la semaine comprenant la quinzième journée du mois. Les prestations ordinaires versées représentent le montant total d'argent perçu par les individus durant le mois. Ces différentes périodes de référence doivent être prises en considération lorsque des comparaisons sont faites entre les séries.

Tout en demeurant à l'intérieur des paramètres de la *Loi sur l'assurance-emploi*, les provinces ou les régions administratives du Ministère du développement des ressources humaines Canada possèdent une certaine autonomie dans l'application des procédures administratives touchant les demandes de renouvellement. Des mouvements dans les niveaux d'un mois à l'autre peuvent être attribuables à l'utilisation de procédures administratives différentes touchant les demandes de renouvellement d'une province ou d'une région à l'autre.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 2760001 à 2760006, 2760009 et 2790012.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau ou avec Jean Leduc au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (*travail@statcan.ca*), Division de la statistique du travail. Télécopieur: (613) 951-2869. ■

Emploi dans le secteur public

Deuxième trimestre de 2001 (données provisoires)

Le secteur public employait en moyenne 2,9 millions d'employés entre les mois d'avril et juin 2001, ce qui correspond à environ 28 milliards de dollars en salaires et traitements pour la période. Cela représente une hausse de 1,6 % ou de 44 567 employés par rapport au deuxième trimestre de 2000.

L'ensemble de l'administration publique, qui regroupe les travailleurs des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales, représentait 83 % de la hausse ou 36 800 employés. L'emploi dans l'administration publique a atteint un niveau de près de 2,6 millions d'employés, en hausse de 1,4 % par rapport au premier trimestre. Les autres employés du secteur public travaillaient dans des entreprises publiques.

L'emploi dans l'administration fédérale a augmenté de 8,2 % ou de 28 177 emplois au deuxième trimestre, soit plus de la moitié de la hausse du secteur public. La majeure partie de cette hausse a été toutefois attribuable à l'embauche de personnel occasionnel pour le Recensement de 2001 qui a culminé à 40 000 travailleurs au mois de mai. Malgré cette hausse de l'emploi, les salaires et traitements de l'administration fédérale ont baissé de 19,3 % par rapport à l'année précédente, reflétant ainsi la réduction des paiements liés à l'équité salariale.

L'emploi dans l'administration provinciale a enregistré une augmentation de 0,5 %. La hausse du secteur des soins de santé et des services sociaux a été cependant contrebalancée par la faiblesse de l'administration publique générale et des universités et collèges.

L'administration publique locale a, quant à elle, vu ses effectifs augmenter de 0,3 % ou de 2 600 employés. À l'exception de Terre-Neuve, du Québec et de la Colombie-Britannique, les hausses des administrations publiques générales ont été annulées par des pertes d'emplois à l'échelle des conseils scolaires.

L'emploi dans les entreprises publiques, qui composent la partie restante du secteur public, ont augmenté de 2,3 % ou de 7 766 emplois par rapport au deuxième trimestre de 2000. Les entreprises publiques provenant du secteur des services publics ont en grande partie contribué à cette hausse. Les effectifs totaux des entreprises publiques ont atteint en moyenne 272 593 emplois au deuxième trimestre.

Les données sur l'emploi du secteur public ne sont pas en «équivalent temps plein» et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

Ces données et d'autres données relatives à l'emploi, aux salaires et aux traitements dans le secteur public sont disponibles dans CANSIM et sous forme de tableaux personnalisés.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 1830002 et 1830004.

Pour des renseignements généraux sur les produits et les services de la Division des institutions publiques ou pour obtenir des tableaux personnalisés, communiquez avec Joanne Rice au (613) 951-0767 (*joanne.rice@statcan.ca*). Télécopieur: (613) 951-0661.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Sauvé au (613) 951-8306 (*robert.sauve@statcan.ca*), Division des institutions publiques. □

Emploi dans le secteur public

Deuxième trimestre de 2001 (données provisoires)

	Administration publique fédérale ¹	Administrations provinciales et territoriales ²	Administrations locales ³	Ensemble des administrations	Ensemble des entreprises publiques ⁴	En- semble du secteur public	Deuxième trimestre de 2000 au deuxième trimestre de 2001 var. en %
Canada	370 295	1 330 874	922 176	2 623 345	272 593	2 895 938	1,6
Terre-Neuve	7 521	32 048	12 884	52 453	3 326	55 779	1,4
Île-du-Prince-Édouard	3 758	8 798	3 688	16 243	454	16 697	0,2
Nouvelle-Écosse	23 580	48 133	27 367	99 080	6 022	105 103	0,6
Nouveau-Brunswick	14 060	55 403	5 843	75 306	7 618	82 924	2,4
Québec	77 235	366 712	210 069	654 016	66 493	720 509	0,4
Ontario	147 390	369 516	364 642	881 548	110 252	991 800	2,0
Manitoba	17 071	71 567	42 024	130 663	13 884	144 548	1,6
Saskatchewan	10 000	57 073	35 575	102 648	14 170	116 818	1,2
Alberta	26 633	135 044	97 590	259 267	15 821	275 088	1,9
Colombie-Britannique	37 783	174 860	118 787	331 430	33 998	365 429	2,5
Yukon	867	3 749	485	5 100	x	5 100	2,1
Territoires du Nord-Ouest	1 059	4 680	1 702	7 441	x	7 441	3,0
Nunavut	199	3 292	1 521	5 012	x	5 012	16,5
Extérieur du Canada	3 136	0	0	3 136	x	3 136	1,3

^x Données confidentielles.

¹ L'administration fédérale inclut les militaires.

² Les administrations provinciales et territoriales incluent l'administration publique générale, les universités et les collèges ainsi que les établissements de services de santé et de services sociaux.

³ Les administrations locales incluent l'administration publique générale et les conseils scolaires.

⁴ Pour préserver la confidentialité, les données des territoires et de l'extérieur du Canada excluent les entreprises publiques.

Note: Les données sur l'emploi du secteur public ne sont pas en équivalent temps plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel. Le total canadien peut différer de la somme des provinces et territoires en raison de l'arrondissement des chiffres.

Stocks de viande de volaille congelée

1^{er} septembre 2001 (données provisoires)

Les stocks de viande de volaille congelée au 1^{er} septembre étaient de 84,0 milliers de tonnes métriques, en hausse de 15,9 % par rapport au 1^{er} septembre 2000.

Données stockées dans CANSIM: tableau 30024.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Plourde au (613) 951-8716 (robert.plourde@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 15 septembre 2001 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 15 septembre a atteint 295 424

tonnes métriques, en baisse de 3,3 % par rapport aux 305 658 tonnes produites la semaine précédente et de 8,0 % comparativement aux 321 080 tonnes produites la semaine correspondante de 2000. Le total cumulatif au 15 septembre était de 10 671 252 tonnes, en baisse de 11,9 % comparativement aux 12 114 985 tonnes produites durant la même période en 2000.

Pour des renseignements généraux ou pour obtenir des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (manufact@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Boucher au (613) 951-4070 (nicole.boucher@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

L'Observateur économique canadien,
septembre 2001, vol 14, n° 9
Numéro au catalogue: 11-010-XPB (23\$/227\$).

Statistiques du bétail (mises à jour), deuxième
trimestre de 2001
Numéro au catalogue: 23-603-UPF (45\$/149\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

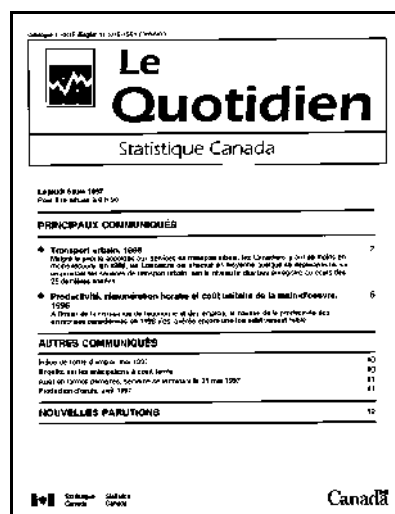
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Produits et services et Publications payantes (\$)*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, julie.belanger@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.